

le temps sera arrivé tous les intérêts se ligueront ensemble et que tout se fera à la fois et comme par enchantement dans l'Est et dans l'Ouest? Quoiqu'il en soit, M. l'ORATEUR, nous sommes sûrs de dépenses et de querelles autant et plus que nous n'en désirerons sur ces trois chapitres des défenses, du chemin de fer intercolonial et des travaux de l'Ouest. Mais, il en est un quatrième que je ne saurais passer sous silence, et à propos duquel nous allons être obligés, comme je vais le prouver, d'encourir des dépenses très considérables parce qu'il se trouve à faire partie du projet. Le développement de notre puissance devra se faire à l'occident et nous aurons à nous confédérer à tout ce qui se trouvera sur notre chemin, de Terre-Neuve à l'Île de Vancouver y compris. Cependant, nous ne devons pas oublier qu'à mi chemin se trouve le territoire de la Baie d'Hudson, que nous aurons à en faire l'acquisition, et qu'une fois acquis il pourrait bien arriver que nous trouvions coûteux de le garder, car il n'est pas difficile de prouver que telle est l'intention des rédacteurs du projet actuel. Mais avant que de voir ce dernier recevoir tout son accomplissement on fait de chemins de fer, de canaux et d'extension occidentale, le trésor public aura reçu des saignées, et le peuple aura vu des choses dont on saurait à peine se douter. (Écoutez! écoutez!) C'est en présence de ces frais gigantesques qui vont nous être imposés, où est, je le répète, la perspective d'un revenu gigantesque?

UN DÉPUTÉ—Oh! qu'importe?

M. DUNKIN—Sans doute il est des députés que la chose intéresse peu que de savoir où doivent se prendre les fonds, du moment qu'ils seront dépensés suivant leur désir; mais, avant que d'aller plus loin, on me passe le *Leaflet* de Toronto, et je lirai, avec la permission de la chambre, les extraits du discours de l'hon. M. TILLEY, dont j'ai parlé il y a quelques minutes :—ce journal en dit ce qui suit :—

"Il nous fait peine de voir M. TILLEY nous laisser aussi peu d'espoir sur l'élargissement prochain de nos canaux, et rire du soin que son adversaire prend de citer M. Brown, comme preuve que ces travaux doivent se faire sur le champ.

"La conférence," ajoute M. TILLEY, "a convenu de construire le chemin de fer sans délai, et les canaux lorsque le permettra l'état des finances,"—et il ridiculise l'idée que les finances pourront de suite permettre d'entreprendre ces travaux.

"Le Canada," continue M. TILLEY, "ne peut avoir été induit à faire partie de la confédération

par cette promesse d'amélioration de ses canaux, car le chemin de fer coûtera \$42,000,000, laquelle somme ajoutée à celle de \$22,000,000 pour les canaux, formerait un montant beaucoup plus élevé que celui que ces travaux lui auraient coûté sans la confédération."

Telles sont les réflexions de l'hon. M. TILLEY; tout le monde conviendra avec moi qu'elles ne sont pas de nature à fortifier beaucoup les espérances conçues par mes hon. collègues de l'Ouest. Il est probable qu'il aura pour l'appuyer Terre-Neuve, l'Île du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse et une assez forte partie du Bas-Canada;—quant à moi, je ferais tout en mon pouvoir pour leur assurer justice égale si j'avais l'honneur de siéger dans la chambre; mais, je le répète, je ne m'attends pas à les voir se déclarer en faveur du résultat. Quoiqu'il en soit, M. l'ORATEUR, il devra se faire une dépense énorme de deniers publics; mais où les prendra-t-on? Nous ne pouvons nous dissimuler que notre législation douanière doit être modifiée (Écoutez.) Car il n'y a pas à se le cacher, notre tarif se trouve beaucoup plus élevé que celui des provinces d'en-bas, et les avocats du projet ont dû promettre à la population que le tarif ne serait pas considérablement augmenté afin de se faire écouter. En disant, au contraire, aux populations du golfe que le tarif canadien serait celui de la confédération, c'eût été détruire toutes les chances de le leur faire accepter. (Écoutez! écoutez!) Nous marchons à grands pas et résolument vers le libre échange. D'un côté, il nous faut complaire aux provinces du golfe qui sont hostiles aux tarifs élevés, de l'autre il nous fait accéder à la demande que nous fait la métropole de ne pas imposer aussi lourdement ses manufactures afin de ne pas, suivant son expression, la priver de notre marché. Il a été positivement et distinctement annoncé l'autre jour à Terre-Neuve, que le gouvernement de cette île avait reçu l'assurance que telles étaient les vues de celui du Canada, et je ne crois pas qu'on fasse erreur ni d'un côté ni de l'autre. Pour prouver combien le peuple anglais espère aussi de son côté que nous allons abaisser nos droits d'entrée sur ses manufactures, je renverrai au discours de M. HAMBURY TRACY, qui a secondé l'adresse en réponse au dernier discours du trône dans la chambre des communes. Après avoir dit en général qu'il regardait avec plaisir ce mouvement de confédération, il n'a pu s'empêcher d'ajouter